

Participation et coopération internationale : questionner la dimension interculturelle

Retour réflexif sur la mission d'accompagnement du réseau de coopération décentralisée
Essonne-Mali / EDDN

Simona MATTIA • Janvier 2017

Kaléido'Scop a accompagné en 2016-2017 un réseau de coopération internationale entre le département de l'Essonne et trois territoires du Mali (Douentza, Diéma et Nioro du Sahel). Cette mission visait à repenser collectivement la structuration du réseau, sa gouvernance et ses pratiques. Composé d'acteurs hétérogènes (associations, différents niveaux de collectivités territoriales, bénévoles, technicien-ne-s et élu-e-s), ce réseau peut compter sur une histoire riche en projets et sur des compétences solides qui lui assurent une réelle crédibilité auprès des partenaires institutionnels, dans un contexte pourtant difficile pour le financement des actions de coopération internationale. Cependant, l'hétérogénéité des statuts d'acteurs, de leur expérience dans le réseau, des modes d'apprentissage des modalités de « faire » coopération, ont rendu nécessaire un effort collectif pour que l'espace du réseau soit un lieu commun, au-delà des individualités et des projets bilatéraux.

Pour répondre à ces enjeux, nous avons proposé une démarche d'Atelier du Futur, cheminé ensemble en France et au Mali autour de la définition de la vision politique commune du réseau, du dessin de nouveaux schémas de gouvernance, plus transparents et participatifs, de stratégies pour la mise en place d'actions fédératrices.

Nous nous sommes questionnés sur **la pertinence de la notion de participation, telle que nous l'envisageons** dans un tel contexte : comment être sûrs de ne pas imposer des manières de faire et de voir déconnectées des réalités maliennes, et de garantir une réelle construction collective des solutions, bénéficiant de toutes les ressources en présence ?

En réalité, nous nous sommes vite aperçus que les outils participatifs que nous utilisons pour libérer la parole, créer du débat, trouver un consensus étaient naturellement saisis par les acteurs, quel que soit leur profil ou parcours. Ce n'est donc pas tant dans la forme que la participation pose des enjeux spécifiques dans un contexte de coopération internationale, mais plutôt dans le sens qu'on lui donne et dans la compréhension des places des acteurs et des relations entre eux.

Il s'agit donc essentiellement d'une **problématique interculturelle**, c'est-à-dire de la capacité à saisir les enjeux liés à la multiplicité des interprétations possibles d'un même mot ou expression, à questionner les non-dits, la notion de respect de la parole de l'autre, le sentiment de légitimité et l'autocensure, les habitudes de communication ... Cette pluralité existe dans n'importe quel groupe, aussi homogène soit-il en termes d'origines. Cependant, la dimension Nord-Sud implique selon nous une spécificité, liée aux rapports de pouvoir historiques et économiques, à la manière dont les modalités de coopérer ont été construites, à des parcours de socialisation dans des contextes culturels différents qui expliquent, par exemple, que la notion de respect dans la prise de parole puisse être envisagée différemment. Ainsi, ce qui d'un côté peut être lu comme un manque de volonté ou de prise d'initiative sera de l'autre côté considéré comme un souhait de ne pas contredire, de respecter le « don » dans une relation économiquement marquée par l'unilatéralité des apports financiers.

La problématique interculturelle dans la coopération internationale est donc complexe et il n'y a pas de solution magique pour résoudre les difficultés de communication qui peuvent émerger. Il nous a semblé que l'approche la plus souhaitable serait **d'en prendre conscience et d'inscrire les objectifs de participation et d'égalité dans un processus progressif**. Nous nous sommes saisis de cette problématique en étant proactifs sur le questionnement des incompréhensions tacites mais possibles, par exemple en allant interroger le sens des mots employés pour définir le réseau, et en construisant ensuite des définitions partagées. Le fait d'utiliser des outils qui mobilisent le symbolique (par exemple le photolangage) peut également produire des résultats intéressants en termes de libération de la parole, d'explicitation des non-dits. Enfin, alterner des temps collectifs et en petits groupes, avec tous les acteurs et avec les seuls acteurs « du Nord » ou « du Sud » permet de construire progressivement le sentiment de légitimité, l'expression des opinions de chacun-e et le climat de confiance.